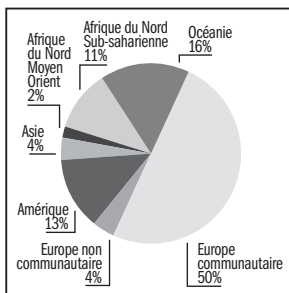


Europe et international

Un petit bout de carrière hors frontières...

L'image d'une poignée de fonctionnaires « routards » passant la totalité de leur carrière à l'étranger aura bientôt vécu. Désormais, ce qui est porteur, c'est de « s'exporter » quelque temps... et de revenir. Avantages de la formule: on multiplie le nombre d'agents imprégnés d'une expérience étrangère, on favorise le brassage des idées et des pratiques, on développe l'intelligence économique. Une ouverture qui est aussi un formidable levier de modernisation pour le ministère. Mais un petit bout de carrière hors frontières, cela nécessite une forte mobilisation collective...



Plus de 200 agents du ministère travaillent à l'international, dans plus de 40 pays répartis sur les 5 continents.

Se mobiliser pour identifier des thèmes d'échange, des candidatures et des postes d'accueil pour les candidats étrangers

Vos agents nous intéressent

La montée des enjeux européens et internationaux conduit le ministère à renouveler sa politique de gestion du personnel à l'international. Il ne s'agit plus de gérer des carrières entières à l'international: l'objectif est désormais d'identifier et de mobiliser un vivier où puiser de nouveaux talents, d'organiser leur envoi sur le terrain dans les meilleures conditions et de préparer leur retour avec la précoc-

upation de valoriser l'expérience vécue et d'en tirer une véritable plus-value pour le ministère. C'est ce dernier point qui est le plus délicat et qui nécessite la collaboration de tous car la question de la réintégration se pose de façon constante. Sachons donc faire une place à l'international dans la carrière des agents et surtout reconnaître et utiliser les connaissances acquises à l'étranger.

Prospecter, repérer les postes intéressants pour le ministère, trouver les bons profils, gérer les départs et les retours, tels sont les enjeux de la politique du personnel à l'international.

Une politique résolument pro-active pilotée par le COPI, comité de pilotage à l'international, qui réunit la DPSM et la DAEI mais travaille en étroite collaboration avec les directions sectorielles.

Échange postes en France contre postes en Allemagne, Espagne, Portugal ou plus loin si affinités...

Dans un monde où les échanges se multiplient, l'idée d'échanger des fonctionnaires fait son chemin. C'est en tout cas l'une des actions classées prioritaires dans le plan d'action européenne et internationale du ministère de l'équipement. Il s'agit d'échanges sur des postes opérationnels, pour une durée de deux à trois ans, ouverts à des cadres A ou A+, relativement jeunes, ayant acquis une certaine expérience au sein du ministère et, bien sûr, parlant couramment la langue du pays

d'accueil. Objectifs: développer les liens avec les administrations de nos partenaires européens, étendre nos réseaux, s'inspirer des bonnes pratiques de nos voisins et promouvoir nos savoir-faire. Le premier échange de fonctionnaires a été initié cet été avec la Highways Agency à Londres et d'autres montages sont en cours avec l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal. Le Québec, l'Ontario et les Etats-Unis font également partie des pays-cibles.

Parmi les initiatives innovantes, une enquête auprès de 7000 cadres du ministère pour évaluer leurs capacités à parler des langues étrangères, leurs domaines de compétences et leur intérêt pour un échange de poste avec un fonctionnaire d'un autre

pays. Résultat: une base de 3200 cadres a pu être constituée et un vivier de 70 candidats potentiels a été identifié pour la période 2003-2004, sur la base de la mobilité et de la compétence. Ce type d'enquête sera régulièrement renouvelé.



Experts nationaux détachés à Bruxelles souhaitent contacts avec services du ministère.

Les experts nationaux détachés constituent des relais stratégiques à Bruxelles, mobilisables par nos services.

Sur 650 experts nationaux détachés (END) à Bruxelles, 150 sont français (ce qui place la France au premier rang), et 18 issus de notre ministère. Généralement âgés de 35 à 45 ans, possédant une certaine expérience professionnelle, ces experts viennent en appui aux membres de la Commission dans leur secteur de compétence. Ils sont aujourd'hui présents dans différentes directions de la Commission (Dgtren, DG poli-

tique régionale, DG Concurrence...). Plongés dans les rouages européens pour une durée de quatre ans environ, ils constituent des relais précieux sur des dossiers stratégiques et leur expérience contribue à une meilleure compréhension des processus de décision européens. Il est indispensable, à leur retour, de leur proposer des postes valorisant cette expérience.

Il est dommage que les services du ministère ne tirent pas plus avantage de la présence de ces experts français à Bruxelles. Afin de resserrer les liens, des missions régulières seront organisées

auprès de ces agents. Par ailleurs, en coopération avec les directions d'administration centrale, la DAEI cherche à identifier les unités stratégiques dans lesquelles il serait souhaitable de placer des END.

Conseillers Equipement-transport assurent relations bilatérales renforcées.

Ce nouveau dispositif est testé en Allemagne et Espagne pour être ensuite élargi, à partir de 2005, à d'autres pays

Autre positionnement stratégique: les ambassades. A côté des attachés de coopération qui participent au montage de projets à l'étranger, et des attachés équipement-transport qui représentent et défendent les intérêts économiques et commerciaux français, vont se positionner dans certains pays stratégiques des conseillers Equipement-transport de haut niveau (IGPC ou ICPC) directement placés sous l'autorité de l'ambassadeur. Ce dispositif relève d'un enjeu

politique fort puisqu'il renforcera de façon très significative les relations institutionnelles avec un certain nombre de grands pays. Ces conseillers en position de veille et d'influence privilégiée interviennent sur l'ensemble des domaines de compétence du ministère, sur les dossiers bilatéraux et communautaires. En particulier, ils cherchent à établir ou renforcer les contacts bilatéraux utiles à l'avancement des dossiers en cours.

La place tenue par les dossiers liés aux transports et à l'équipement dans les relations bilatérales avec de nombreux pays (projets transpyrénéens et transalpins, cabotage maritime...) nécessite des

relais particuliers. Les Conseillers équipement-transport sont déjà présents à Berlin et Madrid. Les USA, le Royaume Uni, l'Italie, la Chine, le Japon et la Russie constituent d'autres pays cibles.

Postes à l'international: qui fait quoi?

Les postes offerts à l'international sont publiés sur le site intranet de la DAEI et consultables via l'extranet de la DPSM
(Voir adresses ci-contre)

Tout départ à l'étranger devant respecter les règles de gestion du personnel de l'Équipement, la DPSM et la DAEI travaillent en étroite collaboration sur le sujet. Au sein de la DAEI, un bureau spécialisé, le bureau du personnel à l'international

(IPI), repère les postes intéressants pour le ministère; il apporte ses conseils aux candidats, prépare leur départ et assure le suivi de leur carrière (notation, avancement) avec l'ingénieur général en charge de l'international, Jean-Didier Blanchet.

Contact: Jean-Pierre Garino, poste 2783 • Jean-pierre.garino@equipement.gouv.fr

Intranet DAEI: <http://intra.ac.i2/daei/> [rubrique vie professionnelle/postes à l'international]

Extranet DPSM: <http://extranet.equipement.gouv.fr/dps/daei/> [username: dps, mot de passe: equipement]